PPREV-UE
Programme de Prévention de l'Extrémisme Violent

Programme de Prévention de l'Extrémisme Violent
en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du Lac Tchad

# ÉTUDES ET ANALYSES

La présente note a été élaborée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de son auteur et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

CIVIPOL CONSEIL

Ce projet financé par l'Union européenne
est mis en oeuvre par Civipol Conseil

# Programme de Prévention de la Radicalisation et lutte contre l'Extrémisme Violent - Phase II

PPREV-UE II

*Sahel : l'expansion des groupes jihadistes dans la région*

*Auteur*
*Luis Martinez*[1]

Avril 2019

[1] Directeur de recherche à SciencesPo-CERI et responsable scientifique du Programme de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (Pprev-UE) en Afrique subsaharienne.



Ce projet financé par l'Union européenne
est mis en œuvre par Civipol Conseil

Ce projet financé par l'Union européenne
est mis en œuvre par Civipol Conseil

## SAHEL : IDEOLOGIE COMME « DRIVER » DES GROUPES JIHADISTES

Parmi les nombreux facteurs soulevés pour rendre compte du développement exponentiel des entrepreneurs de la violence, à l'instar des nombreux groupes jihadistes dans la région du sahel, l'idéologie est souvent marginalisée comme variable explicative au profit d'approches socio-économiques ou écologiques. Ce diagnostic biaisé, sur les causes de la consolidation et l'expansion des groupes jihadistes dans le Sahel, s'explique par nos difficultés à traiter de la question de la place du religieux -de l'islam radical en l'occurrence- et de l'insuffisance de nos connaissances sur la stratégie de ces entrepreneurs de la violence que sont les groupes jihadistes dans le Sahel. A la différence des groupes jihadistes en Afrique du Nord et au Moyen Orient, nous ne savons quasiment rien sur les cadis (religieux) qui accompagnent les groupes jihadistes dans le Sahel et qui produisent les arguments religieux qui légitiment la violence. Pourtant après l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, le reste du continent africain émerge comme une zone d'expansion pour les groupes jihadistes qui mesurent les occasions qu'offrent ces régions. La zone sahélo-saharienne devient l'épicentre de la recomposition des groupes jihadistes dans la région. Quasi inexistants il y a quinze ans[2], les groupes jihadistes dans le Sahel déstabilisent les États par leur stratégie de violence et fragmentent un peu plus les sociétés par les nouveaux clivages idéologiques qu'ils imposent.

L'implantation réussie des groupes jihadistes est le résultat d'une combinaison de variables structurelles (pauvreté, mauvaise gouvernance, sentiment d'injustice) et de variables conjoncturelles (conflits armés préexistant, activisme d'entrepreneurs de la violence, diffusion de l'idéologie par des prédicateurs itinérants, effondrement de la Libye, renversement de Blaise Compaoré etc.). Ces facteurs politisent des conflits – fonciers, ethniques, économiques – et aggravent la fragilité des États, dont la présence est parfois toute théorique dans des pans entiers de territoires de la région. Pour l'instant, la stratégie jihadiste dans la région cherche à ancrer les groupes dans des zones qui peuvent à la fois servir de refuges et pourvoir aux besoins alimentaires, comme des forêts, des parcs, des lacs, des régions transfrontalières. Cette implantation est-elle pérenne ? Le choix du parc W, à la frontière, du Bukina, du Niger et du Benin offre de nombreuses opportunités : la région du Gayeri, est depuis 2018, l'enjeu d'une véritable stratégie d'installation. Les menaces de morts contre tous ceux qui collaborent avec l'Etat, soulignent la volonté d'imposer un nouvel ordre politique et religieux (port du voile pour les femmes, inscriptions des enfants dans les écoles coraniques etc. ). En contrepartie les groupes jihadistes autorisent les populations locales à désobéir aux interdits édictés par les autorités concernant la chasse dans les aires protégées, la pêche, la transhumance, l'orpaillage[3]. Les groupes jihadistes perçoivent une zakat (une taxe) sur le cheptel (1500 CFA par vache) : une évaluation sur les revenus de Boko Haram dans la région du Lac Tchad, souligne que les différentes taxes sur les cheptels permettent un revenu mensuel d'un milliards de CFA. Ces revenus attirent toutes sortes d'individus, disposés à rejoindre les groupes jihadistes si ces derniers génèrent des activités lucratives : anciens coupeurs de route et bandes de déserteurs trouvent dans Boko

[2] Rapport ICG, « Islamist Terrorism in the Sahel : Fact or Fiction ?», n° 92, 41 March 2005.
[3] « Note d'analyse sur la situation dans l'Est du Burkina Faso », novembre 2018. Promediation. *The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso's North*, Rapport ICG, n°254, 12 October 2017.

Haram, par exemple, un exutoire salutaire en donnant un sens religieux à des pratiques criminelles. On n'observe pas de stratégies de prises des lieux symboliques du pouvoir comme les capitales.

Les groupes jihadistes aspirent, dans un temps long, à remplacer l'Etat post colonial, la nation, les institutions politiques par de nouvelles organisations politiques fondées sur l'application du droit islamique, la sharia, dans le cadre « d'Etat islamique » ou « d'émirat islamique ». La légitimité des États est profondément remise en question dans des territoires où la présence de l'État est vécue parfois comme une agression par des populations locales qui se sentent discriminées. Les groupes jihadistes bénéficient du travail de sape idéologique, réalisé par les entrepreneurs wahhabites puis salafistes qui opèrent depuis des décennies dans la région, contre l'Etat-nation post colonial et ses valeurs (république, laïcité etc.). Face à la réduction de l'aide au développement, les pays du Golfe ont très largement contribué à prendre en charge une partie de l'aide et ont considérablement investi dans les secteurs de l'éducation islamique et de la formation du personnel religieux.

De plus, la démographie offre un vivier inépuisable de combattants, et, enfin, la présence des ex-puissances coloniales permet de construire la figure de l'ennemi qui pille et maintien au pouvoir des dirigeants davantage préoccupés par leurs richesses personnelles que par l'intérêt général. Les interventions militaires étrangères renforcent ces perceptions. Pour les groupes jihadistes, l'Afrique subsaharienne est un terreau éminemment favorable. Un foisonnement de groupes jihadistes affiliés à al-Qaïda ou à Daech se déploient au sud du Sahara. Force est de constater que, sept ans après Serval, si les groupes jihadistes au nord-Mali ont été chassés de leur sanctuaire, ils se sont déplacés dans les pays riverains et cherchent à s'implanter dans de nouvelles zones refuges. L'émergence de la katiba Macina au Centre du Mali, en 2015, plonge dans l'insécurité toute cette région ; en raison des multiples assassinats et enlèvements, la région est devenue pour certains observateurs, « l'épicentre du jihadisme »[4]. Or, il faut bien admettre que depuis cette date, l'expansion des groupes jihadistes est exponentielle. Le 13 février 2016, une vidéo de 14 minutes d'al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) est mise en ligne. Elle s'intitule « Des profondeurs du Sahara ». Le narrateur vante la victoire d'Aqmi contre la France : « Loué soit Allah, car trois ans se sont écoulés depuis le début de cette guerre criminelle, et les médias français devraient poser à leur président les questions suivantes : Qu'a gagné la France dans cette guerre après trois ans? A-t-elle éliminé le terrorisme du nord du Mali? L'a-t-elle éradiqué de la région du Sahel en Afrique? A-t-elle garanti la sécurité de ses sujets et des soldats dans les pays africains? ».

Le « succès » des groupes jihadistes tient au fait qu'ils épousent des causes locales (conflits fonciers et intercommunautaires par exemple) et se greffent sur les communautés locales. Il est important de préciser que ce ne sont pas les conflits fonciers, sociaux ou économiques

[4] Boukary Sangaré, « Le centre du Mali : épicentre du djihadisme ? », *GRIP*, note d'analyse, 20 mai 2016.

qui sont la cause des groupes jihadistes. Le corpus idéologique des jihadistes est ancien, il est le résultat d'un syncrétisme entre les théories du jihad classique et de théories très contemporaines de la violence légitime dans les sociétés musulmanes. L'attractivité des groupes jihadistes tient à des stratégies d'implantations efficaces. La « réussite » de l'État islamique dans le grand Sahara (EIGS), composés d'Ouest-africains, dans l'est du Burkina Faso, tient à l'appropriation des revendications portées par les populations locales. L'EIGS est composé en partie d'anciens du Mujao chassés de Gao, au Mali. L ' EIGS s'est ancré dans l'est du Burkina Faso, région considérée comme l'une des plus pauvres du pays, en dépit de son sous-sol riche en minéraux et de son sol fertile, et dont le potentiel touristique était élevé. Cette implantation réussie s'explique aussi par des représentations très négatives de l'État en raison du sentiment d'abandon.

L'entreprise jihadiste est l'occasion de produire en Afrique subsaharienne des nouveaux liens de solidarités et de loyautés qui transgressent les frontières et les identités élaborées durant la période coloniale. L'entreprise jihadiste se traduit par le rétablissement des liens religieux, culturels et économiques entre des populations qu'on avait distanciées en raison des politiques étrangères divergentes des États de la région. La reconfiguration de cet espace semble une évidence en raison des facilités de circulation dans des espaces structurés par des traditions d'échanges et par la pression démographique. Les groupes jihadistes exploitent un terreau fertile, celui d'une identité islamique supérieure à l'appartenance communautaire. De nombreuses vidéos sur le net montrent comment les jihadistes entrent dans des villages et appellent les populations à se révolter et à les rejoindre au nom de l'Islam. Les groupes jihadistes sont animés par une idéologie puissante car cohérente et il dispose d'une stratégie efficace de développement dans la région.

Nos réponses ne sont pas adaptées à la dynamique des groupes jihadistes dans le Sahel car nos approches ne tiennent pas compte de cette variable qu'est l'idéologie dans le développement et l'expansion de ces entrepreneurs de la violence. Nous recyclons, sans succès et par réflexe, des approches globales, d'inspirations socio-économiques, alors que nous devons impérativement innover pour alimenter une stratégie originale à même de répondre au défi structurel que pose l'expansion des groupes jihadistes dans la région.